

LA

REPUBLIQUE ROUGE

PARAISANT LE DIMANCHE, LE MARDI ET LE VENDREDI DE CHAQUE SEMAINE.

Souvenez-vous que le Drapeau rouge est le signe d'une révolution qui sera la dernière. Le Drapeau rouge, c'est l'étendard fédéral du genre humain.
P.-J. PROUDHON.

BUREAUX : Rue des Boucheries-St-Germain, 38. — PRIX D'ABONNEMENT POUR PARIS, UN AN 7 FR. SIX MOIS 3 FR. 50, TROIS MOIS 2 FR.

POUR LES DÉPARTEMENTS : UN AN 12 FR., SIX MOIS 6 FR. 50, TROIS MOIS 3 FR. 50.

S'adresser pour toute espèce de réclamation au Gérant, au bureau du Journal (franco).

De la Constitution. — Niais! — Monsieur Marrast. — Pétition de la société des droits de l'homme et du citoyen. — Le journal l'Assemblée nationale. — Annexion de la Lombardie au Piémont. — Russie. — Beau trait de Monsieur Pagnerre. Ballon d'essai Pluralité des Femmes. Portrait des Parisiens par Marat.

DE LA CONSTITUTION.

Qui nous protégera?

Sera-ce une présidence, ou des consuls, ou un directoire! La France aura-t-elle une, deux, trois ou cinq têtes?

Pauvre France! pauvre peuple! Quand le tocsin du 24 février, retentissait dans la nuit lugubre; nous nous écriâmes: C'est l'heure de délivrance qui sonne: Une république nous est née! La République est encore à naître. La nation un instant maîtresse de ses destinées (la nation des travailleurs surtout), poussée par les nécessités terribles de la misère, a dû remettre en des mains étrangères le dépôt sacré de ses droits; il lui a fallu retourner à l'esclavage de l'atelier ou de la glèbe. Et de la République, à peine avons-nous le nom.

Aujourd'hui, un directoire, l'incapacité politique en cinq personnes, pèse sur nos destinées; demain, qui sait à qui appartiendra la France.

L'Assemblée constituante, la sacro-sainte, l'inviolable, l'infailible Assemblée, couvrait hier encore de rires et de huées la motion courageuse de Louis Blanc, venant protester à la tribune contre les ambitions coupables qui voudraient imposer une présidence à la nation?

Eh bien! rien que pour faire pièce à ces messieurs nos mandataires, à ces fidèles commis, qui entendent le gouvernement des hommes libres, à peu près comme les maîtres d'études de nos lycées, entendent l'éducation des enfants; nous voulons causer avec nos frères les travailleurs de tout ce qui se cache sous cette parole: *Constitution*.

D'abord, avant tout, criions bien haut aux oreilles de nos représentants, ce mot accusateur, qu'ils voudraient oublier: *Souveraineté du peuple*...

Puis de ce grand axiome, posé comme base de toute organisation démocratique, déduisons logiquement les conséquences.

L'Assemblée nationale, ayant mandat impératif du peuple, ne peut aliéner une souveraineté qui n'est pas en elle, dont elle est seulement gardienne, et qu'elle a surtout pour mission de défendre envers et contre tous.

Ce n'est peut-être pas l'opinion de M. Marrast, qui connaît si peu la question des élections municipales, ni celle de M^e Marie et de M^e Sénart.

Mais ils ne sont pas tenus d'avoir une opinion vraie, et surtout d'être désintéressés.

Si elle est fondée, et excepté ces honorables, qui en doute; L'Assemblée peut-elle nommer, a-t-elle le droit de nommer un président, un directeur, des consuls?

Le peuple lui-même, le peuple entier n'en aurait pas le droit; parce qu'il ne peut aliéner sa souveraineté! Et, ce qu'il n'est pas apte à faire lui-même, aurait-il donc des tuteurs qui le pourraient à sa place?

Dans une république vraie, d'une seule couleur, rouge enfin, il ne doit y avoir ni président, ni pouvoir exécutif, qu'il se déguise sous le nom de directoire, de consulat, etc.

Mais seulement des ministres délégués du souverain; responsables devant l'Assemblée nationale et devant le peuple.

Toute autre organisation qui admet au-dessus des ministres, un pouvoir exécutif est un repiétrage de cet odieux gouvernement constitutionnel que nous avons détruit.

C'est une verrue bourgeoise qui pousse sur le nez de la

révolution.

C'est une superfétation inutile, car à quoi bon le pouvoir exécutif, quand on a déjà les ministres qui exécutent.

Dangereuse, car un président, c'est un roi républicain, nommé pour trois ou cinq ans.

L'élection qui l'a nommé peut le continuer — l'ambition et l'habileté personnelle peuvent l'éterniser: il a un pouvoir qui ne vient pas du peuple; il est souverain; en république, il ne doit pas y avoir d'autre souverain que le peuple.

Le Directoire, c'est trois ou quatre souverains, c'est la trinité implantée sur la terre, ce qui est aussi absurde, ici-bas, qu'au paradis.

Cette superfétation est coûteuse: il faut payer présidents et directeurs; nous en savons quelque chose; (*Vote de confiance*.)

La figure géométrique, qui symbolise le mieux la société, est la pyramide. C'est toujours l'Etat qui supporte la pyramide sociale: et tantôt l'Etat en est le sommet, tantôt la base; le sommet, si c'est un roi ou une oligarchie, qui est l'Etat; la base, si c'est le peuple, tout le monde. Quand c'est un roi, une oligarchie, la pyramide ne peut être qu'en équilibre instable. Figurez-vous l'obélisque debout sur sa pointe. Il faudra pour le soutenir des contreforts, des arcs-boutants.

De même, il faut alors pour empêcher la société de s'écrouler sur l'Etat, incarné dans la personne royale, inféodé dans l'oligarchie, maints contreforts et arcs-boutants. Ces contreforts, ce sont les lois de répression, c'est l'armée, maintenue, étrangère à la société, systématiquement placée en dehors d'elle, c'est l'ignorance des masses, érigée en dogme bourgeois, la corruption partout, tous les jours, etc.

Or, si le peuple devient l'Etat, sa souveraineté devient la base indestructible, mébranlable de la pyramide sociale; le gouvernement qui est au sommet n'a plus qu'à s'appuyer sur cette base; nul besoin des lois de répression, des lois de police d'entraves et d'ignorance générale.

Mais nos docteurs de la République n'entendent pas l'organisation de cette façon. La souveraineté du peuple, adoptée franchement par eux, les réduirait au rôle du Père éternel, qui est un peu celui de roi fainéant du moins quand à ce qui nous regarde. Au lieu de s'accommoder des principes, ils préfèrent accommoder les principes à leur manière.

Enfin, jusqu'à ce que ces grands découvreurs aient créé et mis au monde, la constitution anglo-américaine dont on dit qu'ils veulent doter la France, nous aurons occasion de continuer la discussion, que nous avons commencée aujourd'hui, et d'expliquer à nos lecteurs, comment la *République rouge*, sans vouloir produire un système, une théorie positive et arrêtée, entend de son côté que l'on peut résoudre le problème.

NAIS!

— O nos poissans seigneurs, jetez un regard de pitié sur la misère du peuple! *Daignez*...

— Qu'est-ce à dire?... Ne nous avons-nous pas donné du saucisson et du pain à discrétion pendant plusieurs jours?... N'avons-nous pas enterré, sous la colonne, vos pères, vos frères, les blessés de février, après les avoir emportés dans un char somptueux?... N'avons-nous pas prononcé de jolis petits discours sur leurs tombes?...

Ingrats!...

— Si, si, si, nos très hauts seigneurs! Mais les petits discours ne remplissent pas l'estomac. si encore c'étaient des petits pâtés!... nous n'aurions certainement pas faim de longtemps; mais...

— Drôles! nous vous avons fait des discours, et vous vous plaignez!... Osez-vous dire qu'ils n'étaient pas jolis,

très jolis!... qu'ils ne vous promettaient pas monts et merveilles?...

— Nous ne le nions pas, nos seigneurs; c'est au contraire pour cela que nous venons réclamer...

— Niais!...

— Plait-il?

— Niais! — Vous êtes incapables de nous comprendre.

— Mais nous sommes capables de mourir de faim.

— Est-ce qu'on meurt de faim! D'ailleurs nous avons des charges, de grandes charges. Nous avons les cumulards à payer, de grandes fêtes à donner, la garde nationale à héberger...

— La Garde nationale?...

— Sans doute. Si elle mange bien, elle boit encore mieux, et le Champagne coûte cher!...

— Du Champagne? — Nous buvons de l'eau, nous.

— Vous, c'est possible; mais la Garde nationale, fi donc!... Cela nous coûte très cher, il est vrai; mais c'est elle qui nous soutient, il faut bien nous l'attacher.

— Singulier moyen!...

— Niais! — Aussi nous serons probablement forcés de trouver la manière de lever un petit impôt sur vous.

— Sur nous? Mais nous venons vous demander du pain nous n'avons pas de quoi dîner.

— Vous ne dinerez pas, vous, c'est tout simple. La Garde nationale dinera deux, trois, quatre fois s'il le faut, c'est entendu. Cessez donc vos demandes importunes, ou nous faisons battre le rappel; nous mettons tout en l'air, et Paris sans dessus dessous. La Garde nationale ne demande pas mieux, elle sait ce qui l'attend au retour.

MONSIEUR MARRAST.

Jamais la ville de Paris ne s'est trouvée dans un état plus insolite. Toute son administration municipale se résume en un seul homme, monsieur Marrast.

Monsieur Marrast, ne se contente pas d'être, comme on l'appelle, le *lord maire*, le *roi de Paris*, il est bien aussi quelque peu préfet de police, et quasi ministre de l'intérieur.

De plus M. Marrast aspire à la présidence de la République.

Et je soupçonne fort que l'intérêt personnel, beaucoup plus que l'intérêt public, sépare l'ambitieux jouisseur de l'Hôtel-de-ville, de certains membres du gouvernement.

Point ne voulons empêcher M. Marrast d'intriguer pour la présidence, bien, qu'à notre avis, il puisse beaucoup mieux employer son temps pour la cause du peuple.

Mais nous lui demanderons néanmoins, quand il prétend faire cesser sa dictature ridicule et dangereuse, et appeler les citoyens aux élections municipales; nous demanderons aux membres du pouvoir exécutif, quand ils se décideront à mettre un peu d'ordre dans tout ce gachis.

Notre proposition doit plaire aux Pentarques qui ont, comme chacun sait, tant de vénération pour l'ordre.

Nous voudrions bien savoir d'ailleurs, si l'Hôtel-de-ville a été créé et mise au monde pour la plus grande satisfaction de l'illustre préfet.

Nous comprenons qu'il lui soit doux d'habiter un palais, cependant il nous semble que son goût devrait être consulté après celui du peuple.

Or nous croyons que, si le peuple était consulté, le rédacteur du *National* serait bientôt relégué aux bureaux de son journal.

Peut-être serait-ce un bonheur pour le *National*, mais pour la France?

Pour la France... à coup sûr.

La Société des Droits de l'Homme et du Citoyen a décidé, dans sa séance du 9 juin, qu'elle présenterait à l'Assemblée nationale, une adresse pour rapporter la loi récente sur les attroupements.

Elle invite tous les corps démocratiques à envoyer des délégués dans le plus bref délai possible, au lieu de ses séances, rue Albouy, 15, afin de signer cette adresse dont le texte se trouve plus bas.

Citoyens représentants,

Lorsque le sang du peuple a coulé sur les barricades de février pour anéantir à jamais un gouvernement qui s'appuyait sur la force brutale et sur la corruption;

Lorsque l'établissement d'une République démocratique, basée sur les principes de la fraternité, semblait annoncer au monde que le temps des lois de répression violente était à jamais passé;

Quelle n'a pas été notre tristesse lors de la promulgation de votre décret sur les attroupements.

L'histoire tout entière des temps passés, ne nous apprend-elle pas, citoyens Représentants, que les lois draconiennes n'ont jamais amené que des subversions terribles dans les sociétés humaines?

La compression amène l'explosion, et le peuple n'a-t-il pas sujet de s'alarmer, en voyant paraître un décret dont la dureté et l'injustice révoltantes laissent bien en arrière les lois de septembre, contre lesquelles cependant il s'est levé comme un seul homme!

D'un autre côté, lorsque le peuple de Paris voit amonceler des troupes dans l'intérieur et autour de la cité, n'est-il pas fondé à concevoir les craintes les plus légitimes pour les droits qu'il a reconquis, craintes que déjà lui avaient inspirées votre décret qu'il n'hésite pas à qualifier de libéricide?

Est-ce ainsi que s'accomplissent les promesses que nous fit le gouvernement provisoire lorsqu'il éloigna les troupes de Paris; et devons-nous avoir une seconde édition du programme de l'Hôtel-de-Ville?

Il ne faut pas vous le dissimuler, citoyens représentants, l'esprit du peuple est agité au plus haut degré; il vient vous conjurer de mettre un terme à d'aussi fâcheuses propositions; il ne veut défendre et maintenir ses droits que par les voies de la raison, de la persuasion et de la fraternité; et ne peut croire qu'il soit possible de le diriger vers le but d'affranchissement intégral que lui promet la République, par l'initiative d'un code draconien et par la force des baionnettes.

Par la modération et la longanimité que le peuple a montrées lorsqu'il était le maître absolu, à l'issue de ses victoires de juillet et de février, il témoigne assez de l'esprit d'ordre qui l'anime et de la haute raison qui se trouve dans son âme.

Fort de son bon droit et de son dévouement à la patrie, de son esprit d'ordre et de conciliation, il vient, citoyens représentants, vous demander de rapporter cette loi, et d'éloigner immédiatement de Paris et de ses environs, les troupes qui y ont été appelées dans un but qu'on craint d'approfondir.

L'Assemblée Nationale, cet honnête journal, dont nous avons déjà entretenu nos lecteurs, entonne en l'honneur du citoyen Louis-Napoléon, un dithyrambe magnifique.

Nous nous demandions comment cela se pouvait faire. Nous ne pouvions en croire nos yeux: l'article était presque républicain.

Mais le matos rédacteur finit par montrer le bout de l'oreille, et termine; devinez comment?

En engageant Louis-Napoléon, à demander le rappel de la loi qui proscribit le sang de saint Louis et de Henri IV.

Est-il spirituel, ce rédacteur là! Homme adroit, va! Qui donc excepté l'Assemblée Nationale, peut confondre dans un même anathème, les Bourbons et la race de Napoléon;

Les Bourbons chassés par la nation, la race de Napoléon, tombée avec la France sous les coups de l'étranger.

Entre eux il n'y a qu'un point, mais un point fatal de ressemblance: C'est que Louis-Napoléon eut le malheur comme M. de Chambord, d'être un prétendant et que la République a le droit de se défier de lui.

Estimable feuille, ton patron serait-il donc l'eunuque du droit divin?

Nous avions pensé jusqu'ici que tu appartenais aux Orléans.

Servirais-tu par hasard deux maîtres à la fois?

ANNEXION DE LA LOMBARDIE AU PIÉMONT.

L'annexion de la Lombardie au royaume de Sardaigne a été prononcée à une immense majorité.

501,002 voix contre 681 ont accepté la monarchie constitutionnelle de Charles-Albert. Il faut bien le constater, ce vote était inévitable. L'indépendance nationale, l'unité de la patrie sont les grandes questions, les seules importantes aujourd'hui pour les Italiens. Les questions de forme gouvernementale devaient donc être absorbées par elles.

Mais si la France, abandonnant la politique de Louis-Philippe, et mettant dans la balance son épée ou tout au moins sa volonté révolutionnaire, fût intervenue plus énergiquement entre l'Autriche et l'Italie, les Lombards se

seraient-ils vus forcés d'accepter la dangereuse domination de Charles-Albert?

Ces vaillants peuples n'ont-ils aucun reproche à faire à nos chers gouvernants!

RUSSIE.

Des nouvelles de Russie annoncent de la part de Nicolas, l'intention d'affranchir les serfs russes.

Cette intention serait combattue par les grands de l'empire. Le czar aurait dit-on aussi la pensée de reconstituer la Pologne, avec un roi de son choix.

Il voudrait se voir délivré des embarras que lui cause cette nationalité indomptable, pour porter toutes les forces de la Russie sur les provinces Slaves du midi, et du côté de Constantinople.

BEAU TRAIT DE M. PAGNERRE.

Grande nouvelle: M. Pagnerre s'est démis de sa place de maire du 10^e arrondissement. Quelque incroyable que soit cette nouvelle, elle ne peut être mise en doute. Le citoyen Roger remplace le citoyen Pagnerre. Celui-ci n'est plus que directeur du comptoir d'escompte, représentant du Peuple, secrétaire de la commission exécutive, *factotum* de M. Armand Marrast... et libraire.

BALLON D'ESSAI.

— Bon! le voilà parti!...

— C'est au citoyen Jobez que nous devons ce petit ballon d'essai, comme dit le Représentant.

Regardez comme la vieille *Presse* le suit des yeux avec anxiété: Ira-t-il? — N'ira-t-il pas? — Bon Dieu! que le premier-Paris et l'entre-filet le protègent! Il porte dans ses flancs la fortune des bonnes feuilles, des feuilles à cautionnement, à actionnaires; des feuilles à premier-Paris, à feuilletons Dumas.

— Ah!... ah!... C'est effrayant!... Tout est bouleversé! La mauvaise presse a tout révolutionné: plus de morceaux de résistances, de filandreux commentaires, de canards exotiques. Hélas! Le *Sicéle* perdrait-il sa serinette: le *Constitutionnel* son antique bonnet de coton; le *National* sa rapière à coquilles. On parle Égalité tout haut, et on nomme les choses par leur nom.

Et les journaux à cautionnement répètent en chœur sur un mode plaintif et monotone:

— Ah! c'est effrayant!

Il n'est pas jusqu'au *Corsaire* lui-même — vous savez, ce Pirate du coin — qui ne s'en mêle; il rajuste pudiquement sa vieille souquenille de courtisane, et crie: Morale publique, excès dangereux, aimable faubourien, République rouge.

Le *Corsaire* parler morale!

— Eh bien!... — parole d'honneur! — c'est drôle!

PROMISCUITÉ DES FEMMES.

De nombreuses demandes ont été adressées au comité de législation.

Mais nulle ne le cède en excentricité à celle du citoyen Barette (faubourg Montmartre, 36). Ce citoyen a demandé qu'une loi fût promulguée, autorisant la pluralité des femmes dans le mariage.

PORTRAIT DES PARISIENS.

Les écrits des hommes de la révolution sont pleins de bons enseignements; dans notre dernier numéro, nous citions quelques mots d'Hébert, aujourd'hui nous reproduisons un portrait des Parisiens par Marat, qui est aussi tout à fait de circonstance.

« O Parisiens! hommes légers, faibles et pusillanimes, dont le goût pour les nouveautés va jusqu'à la fureur, et dont la passion pour les grandes choses n'est qu'un accès passager; qui raffiolez de la liberté, comme des modes du jour; qui n'avez ni lumières, ni plan, ni principes; qui préférez l'adroite flagorneur au conseiller sévère; qui méconnaissiez vos défenseurs; qui vous abandonnez à la foi du premier venu; qui vous livrez à vos ennemis sur leur parole; qui pardonnez aux perfides et aux traîtres, au premier signe de contrition; qui, dans vos projets ou vos vengeances, suivez sans cesse l'impulsion du moment, qui êtes toujours prêts à donner un coup de collier, qui paraissiez incapables d'aucun effort soutenu; qui allez au bien par vanité, et que la nature eût formés pour les hautes entreprises, si elle vous eût inspiré l'amour de la gloire, si elle vous eût donné de la judicieuse et de la constance: faudra-t-il donc toujours vous traiter comme de vieux enfants? »

(Le *Junius français*, par Marat, 1790, n. 1^{er}. Adresse aux Parisiens.)

RÉPUBLIQUE OU COSAQUE.

Un immense découragement s'est emparé de tous les esprits. — Le crédit est mort, la circulation est interrompue, le commerce paralysé ne répand plus sa sève vivifiante dans les artères de la société. — Et la misère, la hideuse misère s'avance irrésistible, effrayante, prête à

tout engloutir. Le prolétaire a faim, le bourgeois va mendier, la société se meurt d'inanition.

Et pas d'espoir, pas d'issue, — pas même dans la crise ces grandes secousses, ces tressaillements douloureux, mais féconds, qui assurent l'avenir.

— Rien, rien, rien. — Une atonie funèbre oppresse les intelligences, l'air est lourd, méphitique; on ne respire plus.

Au Luxembourg, les Pentarques s'agitent pour conserver un pouvoir qui leur échappe; à l'Hôtel-de-ville, les petits complots s'ourdissent sous la direction du lord maire; à l'Assemblée nationale, ils essaient en vain de galvaniser le cadavre de l'ancienne charte. — Partout — IMPUISSANCE, partout questions de préséance, questions de personnes. — Misérables intrigues, indignes roueries. Partout, coterie. — Coterie Marrast, — coterie Lamartine et Ledru-Rollin, — coterie Favre, Portalis, Landrin et compagnie, — coterie Buchez, — coterie Thiers... Que sais-je encore?

Grand Dieu! c'était donc là le sort de ce grand peuple, — tomber de Guizot en Marrast, de Marrast en Thiers. — Vraiment le rouge de la honte monte à notre front, quand nous voyons l'avenir de la France se jouer à pile ou face dans les bureaux du *National*, par ces démocrates rabougris, par ces petits hommes d'Etat étroits, mesquins, sans foi.

Aussi voyez les, égalitaires, champions de l'avenir! — La République se meurt si vous n'y prenez garde, les prolétaires murmurent, car leur estomac se lasse; les bourgeois se ruinent, outrageant cette égalité qui les sauverait. — De son côté, le pouvoir oscille comme un homme ivre. — La pentarchie a fait son temps; quant à l'Assemblée nationale, elle se débat sous son impuissance.

Trois mois après la révolution de février, les esclaves affranchis redemandent leurs chaînes, et erient: vive l'Empereur!

Vive l'Empereur! qui écrase la République sous sa botte de soldat; vive l'autocratie!

Oh! voile ta face, Liberté sainte!

La République agonise; eh! bien à vous, citoyens da ci-devant gouvernement provisoire, pentarques par la grâce de Dieu, à vous représentants éunuques, cette responsabilité terrible.

Vous avez fait reculer la révolution; menti à sa devise sacrée, vous avez renié l'égalité, ruiné le pays. Mais le jour viendra où l'humanité demandera ses comptes, et qu'une voix terrible nous crie:

Caïn, qu'as-tu fait, de ton frère? Caïn! qu'avez-vous fait de la France?

Eh! bien! Citoyen Louis-Napoléon Bonaparte, qu'en pensez-vous? Serons-nous *Cosaque* ou *République*!

On lit dans la *Vraie République*:

« Le citoyen de *Bourqueney* est nommé aspirant diplomate à Constantinople; le citoyen de *Breteil*, secrétaire de légation à La Haye; le citoyen *Humann*, envoyé extraordinaire près l'électeur de Hesse. — C'est une voie dont on n'a pas dévié un seul instant, depuis la proclamation de la République: pour la représenter, il faut être noble, dévoué au prétendant légitime, ou à la famille d'Orléans. On n'en admet pas d'autres. Les comtesses, les marquises, les baronnes sont reçues avec empressement aux affaires étrangères. Les républicains, qui savent les choses de l'étranger, sont éconduits par le ministre. »

Notre dernier numéro contenait déjà des plaintes de notre part, sur les vexations dont nos porteurs étaient l'objet. Ces vexations s'étant encore renouvelées, nous croyons devoir protester de toute notre énergie.

Des enfants ont été menacés de se voir couper leurs nu-méros avec le sabre des gardiens de Paris; et des gardes nationaux, continuant à notre égard les aimables traditions du quinze mai, ont, de leur côté, menacé et exécuté.

Puis, comme si la couleur de notre journal ne prouvait pas suffisamment celle de nos convictions, voilà que don Bazile répand partout ce bruit stupide:

« Les rédacteurs de la *République rouge* sont payés par les Carlistes. »

Ah! Bazile, mon mignon, cette fois-ci vous n'avez pas menti en jésuite, et votre calomnie est trop grossière, pour qu'on s'y prenne.

Que *Henri V* doit être content d'avoir pour amis des gens de notre sorte; les bons amis de *Henri V* que nous faisons, et comme la République rouge est blanche!

Bazile, merci; car de la calomnie il reste toujours quelque chose, et de la vôtre il nous est venu quelques abonnements de plus.

L'un des rédacteurs Gérants, CÉSAR PERRUCCIOT.

Imprimerie de J. DUPONT, rue des Boucheries-St-Germain, 38.